



NO.07 AVRIL 2011

BULLETIN

BULLETIN D'INFORMATION

COMITE INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE DELEGATION DE BANGUI (REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE)

ENTRETIEN



Chef de délégation du CICR à Bangui depuis Janvier 2011, Katharina Ritz explique les enjeux pour les mois à venir.

BIENVENUE EN RCA

Merci ! En fait, pour moi c'est un retour en Centrafrique car c'est la deuxième fois que je suis basée à Bangui avec le CICR. J'ai eu une belle expérience comme chef de mission ici en 2004, ce qui m'aide à comprendre la dynamique du pays. Il faut dire que depuis lors, le CICR a beaucoup évolué suite à l'augmentation de ses opérations. Aujourd'hui, l'institution est active dans 9 préfectures depuis sa délégation à Bangui et ses 3 bureaux basés en province. Pourquoi ce renforcement de notre présence?

Parce que le CICR adapte ses dispositifs selon l'évolution des situations de violence et de conflit que subit le pays, et ce, dans le seul but de répondre de manière efficace et ponctuelle aux besoins humanitaires des victimes.

QUELLES SONT LES PRIORITÉS DU CICR POUR 2011 ?

Le mandat du CICR lui confère certaines tâches que nous effectuons dans presque tous les pays où nous sommes présents. En Centrafrique, avec l'accord du gouvernement, le CICR visite régulièrement les différents lieux de détention pour évaluer les conditions de détention et le traitement des détenus. Ses observations et recommandations sont ensuite partagées en bilatéral avec les autorités détentrices. Le CICR sensibilise les porteurs d'armes sur le respect des règles qui s'appliquent en temps de conflits armés. Par ailleurs, il travaille pour que les familles séparées par le conflit gardent le contact avec leurs proches à travers les messages croix-rouge.

D'autres priorités pour 2011 découlent de l'année dernière. Notamment, on continuera de s'assurer que les populations affectées par la violence dans le sud-est, aussi bien résidentes que déplacées, aient de quoi manger et puissent accéder à l'eau

potable, leur permettant ainsi de reprendre pieds. De plus, le CICR s'efforcera de soutenir les populations dans le nord-ouest qui retournent petit à petit chez elles. Souvent lorsqu'on se déplace, on perd tout : un revenu, une maison, peut-être même un membre de la famille. Et le retour est loin d'être facile; comment reprendre à zéro ? Le CICR a son rôle à jouer dans le développement de réponses durables pour ces communautés.

Il est important de souligner que notre partenariat avec la Croix-Rouge centrafricaine, organisation cousine, nous permet d'unir nos forces au profit des victimes.

QUELS SONT LES PRINCIPAUX DÉFIS D'AUJOURD'HUI ?

Il est vrai que le processus de paix a porté ses fruits dans le nord-ouest mais la présence permanente des porteurs d'armes et le processus DDR n'étant pas encore conclu, nous oblige à suivre la situation de près.

On a vu ce dernier temps le conflit armé se concentrer dans les préfectures du nord-

Cont Pg4



CICR

APPRENDRE À FAIRE LA GUERRE EN RESPECTANT LES LIMITES

"Le cours nous a vraiment fait réfléchir sur des thèmes très importants et je pense que ça nous servira tout au long de nos carrières." Voici le bilan positif donné par un des élèves officiers de l'École spéciale de formation des officiers d'active (ESFOA) qui, avec une trentaine de ses pairs de la deuxième année, a participé à une session sur le droit international humanitaire (DIH), organisée par le CICR en décembre 2010.

Le CICR est mandaté par la communauté des états pour promouvoir le DIH : des règles universelles pour prévenir ou au moins limiter les excès de la guerre. *"L'ESFOA s'efforce d'inculquer aux futurs officiers la notion que les considérations humanitaires*

doivent être mises en balance avec la nécessité militaire : les civils, les combattants blessés et les détenus doivent toujours être traités humainement. Le CICR, qui appuie l'ESFOA depuis 2004, se réjouit de pouvoir contribuer à ce travail primordial" dit Ewan Watson, délégué en charge de la communication au CICR.

Les élèves ont pu poser des questions sur les règles relatives à la conduite des hostilités à Albert Schoneveld, délégué du CICR auprès des forces armées. Ex-militaire dans l'armée hollandaise et expert en la matière, il a animé la discussion sur les grands principes du DIH et comment les intégrer au cœur des opérations militaires.

L'ouverture du séminaire s'est faite en présence du colonel Thierry Lengbé, Directeur de l'ESFOA, qui a expliqué l'importance d'inclure le DIH dans l'enseignement militaire : *"Écrit par des militaires pour des militaires, le DIH est une partie essentielle dans la formation de toute armée moderne. Il est important que dès le début, les jeunes qui entrent dans l'armée apprennent comment faire la guerre dans les limites prévues par la loi."*

Le CICR a obtenu l'assentiment de la direction pour inclure les élèves sous-officiers, également formés à l'ESFOA, dans le séminaire qu'il organisera au cours de l'année 2011.



Les élèves officiers de l'ESFOA à la fin d'un séminaire sur le DIH



Distribution des vivres à la population de Rafai

champs et on a pas envie de mourir. Il sait de quoi il parle : lui aussi est un déplacé du village de Barroua.

L'arrivée dans ces villes de tant de personnes a considérablement perturbé la vie quotidienne. Dans une région où il y a pourtant suffisamment d'espace, l'insécurité fait que ces populations ont dû se résigner à labourer des surfaces cultivables réduites. Mais très vite, la surexploitation des terres disponibles a conduit à un faible rendement. Les produits alimentaires commençaient à se faire rares et l'augmentation de la demande a entraîné une hausse de prix. Cette situation a affecté tout le monde, les résidents comme les déplacés.

La précarité croissante née de ce manque de terre et la conséquente diminution de commerces dans la région a poussé le CICR à intervenir, en étroite partenariat avec les branches locales de la Croix-Rouge centrafricaine. *"Cette aide alimentaire vise à assurer que les populations affectées surmontent la crise pendant la période de soudure, c'est-à-dire le temps entre les semailles et la récolte en août 2011"* a affirmé Daniel Gagnon, coordinateur chargé de la sécurité économique. *"Les pauvres récoltes de l'année 2010 dues à l'insécurité font qu'il n'y a pas de réserves de nourriture nécessaires pour servir toutes les populations installées dans ces grandes villes".*

L'intervention du CICR est double. Premièrement, elle consiste en une aide alimentaire aux déplacés et résidents. L'assistance constituée de maïs ou de riz, d'haricots ou d'arachides, de l'huile et du sel, sert à compléter les réserves de vivres sans pour autant déstabiliser les mécanismes d'adaptation développés par les communautés elles-mêmes face à cette situation. Pour M. Akoumbayou, l'appui du CICR est arrivé au bon moment : *"on est tous reconnaissants de cette aide très opportune du CICR, sans cet apport-là on serait mal maintenant."*

Pour la deuxième tranche, il s'agit de distribuer des semences aux agriculteurs avant la saison des semis en avril 2011 afin de profiter de la saison pluvieuse. Ainsi, le CICR vise à fournir une solution plus durable pour ces communautés affectées par la violence, en garantissant des bonnes récoltes en août. *"La priorité est d'aider les communautés à reprendre pied"* ajoute M. Gagnon.

PLUS DE 40'000 PERSONNES À L'ABRI D'UNE MENACE DE CRISE ALIMENTAIRE

En quête d'une retraite sûre, presque 20'000 villageois dans le Mbomou et le Haut-Mbomou ont fui la violence pour s'installer dans les grandes villes de la région, Obo, Mboki, Zémio, Dembia et Rafai. Simon Akoumbayou, délégué des personnes déplacées à

Rafai, décrit leurs souffrances pendant cette période difficile : *"On a dû venir ici sans abri, sans rien. On a abandonné nos cultures, nos maisons. Et puis la vie est dure quand on a rien. Il est difficile pour nous d'obtenir de quoi manger car il est trop dangereux d'aller aux*

FAIRE COULER L'EAU DANS L'EST

L'arrivée dans la ville de Rafaï d'environ 4'000 déplacés qui ont fui la violence dans la région a engendré une augmentation soudaine de la demande en eau ; demande à laquelle le nombre de points d'eau dans la ville ne pouvait pas faire face. "Quand on est arrivé en mi-2010, il n'y avait vraiment pas assez d'eau pour tout le monde. On a trop souffert; il y avait des disputes, des fois on nous bloquait l'accès et vous savez qu'on ne peut pas vivre sans eau. Heureusement, ça s'est amélioré maintenant" explique Sandrine¹, une des personnes déplacées au camp d'Agoumar à la périphérie de la ville.

Vu l'importance du problème, une solution rapide et efficace était nécessaire afin d'éviter que la situation ne dérape. Le CICR a donc créé sur mesure un système d'urgence de distribution d'eau potable. Les ingénieurs ont aménagé des sources naturelles pour installer trois systèmes de distribution avec une capacité de stockage de 60'000 litres et connectés à 10 rampes de distribution : largement suffisant pour toute la population résidente et déplacée de Rafaï.

Ce système d'urgence a été conçu pour fournir de l'eau pendant 6 mois, de la saison pluvieuse en 2010 jusqu'à la première période de la saison sèche. Mattia Vlachich, coordinateur du CICR chargé de l'eau et assainissement, explique la prochaine étape de la solution : "à Rafaï, Mboki et Obo, trois villes qui ont subi les conséquences de la violence, nous avons commencé une campagne de forages pour l'approvisionnement en eau sur une plus longue durée. Mais les forages doivent être maintenus et nous avons donc aidé ces communautés à établir des comités de gestion de forages et les avons encadrés.

Ces comités gèreront l'argent collecté de l'usage des forages, seront responsables d'obtenir les pièces de rechange et du maintien des forages en bon état. Un projet bien géré par la communauté bénéficiaire garantit sa durabilité".

Le CICR va accompagner le fonctionnement des comités de gestion dans un premier temps et se réjouit de pouvoir compter fortement sur l'expertise de l'Agence Nationale d'Eau et Assainissement, qui donnera un suivi et un appui technique à long terme.



Des enfants collectent de l'eau du système de distribution d'urgence du CICR

¹ Nom changé

Cont Pg1

ENTRETIEN

est, en plus de l'insécurité causée par la LRA dans le sud-est. Au cours de l'année 2011, le CICR consolidera sa présence afin de bien

comprendre la situation des communautés dans ces régions et répondre aux conséquences humanitaires au besoin.

Le CICR ne prend pas partie dans le conflit et son action humanitaire vise tout simplement à assister les plus nécessiteux. Mais

pour venir en aide, nos équipes ont besoin d'un accès sûr aux victimes, ce qui s'avère complexe parfois dans l'environnement actuel. Un dialogue est maintenu en permanence avec toutes les autorités et groupes armés dans les zones où l'on travaille afin de garantir cette sécurité.

UN MEILLEUR ABRI

Pour les communautés du nord-ouest déplacées par le conflit, le retour au village représente un véritable défi. Le CICR a aidé plus de 2'000 familles à recréer un chez soi.

Pendant le conflit, grand nombre de familles de l'Ouham et de l'Ouham Pendé ont dû abandonner biens et maisons pour vivre loin de chez elles pendant de longs mois. Une fois un certain calme revenu, ces familles regagnent lentement leurs villages pour retrouver des habitations brûlées et en ruine. Tout est à refaire mais les moyens sont limités. *"Les matériaux nécessaires pour une reconstruction sécurisée, des planches de bois surtout, étaient hors de la portée de ces communautés. Celles-ci étaient restreintes à fabriquer des briques et à utiliser des pailles pour les toitures des habitations"* a souligné Serge Gazambéti, assistant du programme eau et habitat du CICR.

Il n'est pas évident de se sentir bien chez soi si sa maison n'a pas de porte d'entrée. *"Pour*

ces familles, il était indispensable d'empêcher les cas de vol et les visites imprévisibles des animaux domestiques et autres espèces dangereuses, telles que les scorpions", rapporte Abraham Doblado de l'équipe du CICR de Paoua. Une entreprise difficile à réaliser sans aucune aide.

Dans le but de permettre aux familles de sécuriser leurs maisons, le CICR a donc lancé l'opération "portes et fenêtres", en fournissant des planches de bois, des cadenas, des targettes, des clous, des poignets, des paumelles et des outils aux habitants de 22 villages situés sur l'axe Béhili, l'axe Kambakota – Ouogo et dans la zone de Paoua. Les familles ont bénéficié d'une assistance technique du CICR appuyé par des volontaires de la Croix-Rouge centrafricaine. Un total d'environ 11'000 personnes ont pu en bénéficier.

Le projet a renforcé l'élan de solidarité entre les villages de l'Ouham Pendé. Par exemple,

faute de menuisiers à Bézéré, les artisans menuisiers sont venus d'autres villages dans la région tels que Doko et Borodoul pour prêter main forte pour la réhabilitation des maisons, moyennant de petites contributions en nature.

Les matériaux fournis par le CICR ont aussi servi à la confection de divers meubles (chaises, étagères, lits, petits tabourets et bancs) offrant un certain confort de vie aux bénéficiaires. *"Les meubles permettent de ranger les ustensiles de cuisine, de servir les repas autrement qu'à même le sol"* témoignent les femmes de Bézéré. Les enfants peuvent aussi se servir des bancs pour l'école afin de ne plus avoir à s'asseoir par terre en classe. Toute la communauté en sort gagnante.



Une bénéficiaire du programme portes et fenêtre

UN SAUT EN AVANT

En dépit du calme observé dans le nord-ouest depuis un certain temps, la situation humanitaire reste précaire. Les risques sécuritaires ont réduit le temps de travail aux champs, fragilisant les activités agricoles. Dans les villages de la région de Paoua, certains habitants, contraints de fuir les violences, ont regagné leur maison tandis que plusieurs autres vivent en brousse dans les campements.

Pour ces personnes ayant tout perdu, tout est à recommencer. Il faut sortir de l'état de subsistance, retrouver l'autonomie au plus vite. Les groupements villageois des zones affectées ont ainsi bénéficié de l'appui du CICR visant à soutenir la relance de l'agriculture, base de l'économie des villageois. A Bavara, dans le sud de Paoua, les retournés, organisés en groupement ont reçu des boeufs et charrettes. Utilisés pour le transport et la culture attelée, cet appui procure des revenus substantiels aux familles. Les membres du groupement *Kon-*

oua ont exploité le revenu ainsi généré pour se doter de charrues supplémentaires.

Afin d'assurer la santé animale dans cette région où le bétail représente une réserve de viandes et une épargne, le CICR a réhabilité la pharmacie vétérinaire de Paoua et a fait un don de médicaments. En raison du conflit, ce point de vente avait cessé ses activités. Les groupements d'intérêts pastoraux et la fédération locale des éleveurs ont pu reprendre leurs activités, favorisant ainsi l'accès des éleveurs de gros et petits bétails de la zone aux produits vétérinaires.

Dans la région de Bilakaré, les femmes du groupement *Azizékané* village Yambassa ont vu l'effectif de leurs membres augmenter. L'association a reçu du CICR un moulin multi-céréales dont l'exploitation a permis à ses membres d'améliorer leurs revenus. Celles-ci ont ainsi constitué un fond de roulement et peuvent faire fonctionner leur système de tontine. Pour les membres

de *Konoua* et *Azizékané*, une étape dans le long processus de la reprise d'autonomie est gagnée grâce à la diversification et à la hausse des revenus.



Remise de moulin à manioc à un groupement de Pougol

MISSION

Le CICR en RCA, une action pluridisciplinaire :

Programme de protection et d'assistance en faveur des personnes affectées par le conflit

Diffusion et promotion du droit international humanitaire (DIH) auprès des porteurs d'armes, des autorités

Visite des personnes détenues en lien avec le conflit

Soutien à la Croix-Rouge centrafricaine dans ses programmes de préparation à l'urgence, de rétablissement des liens familiaux et de promotion des principes humanitaires

Supervision générale : Katharina Ritz, Chef de Délégation

Equipe de rédaction : Ewan Watson, Délégué communication

Noël AUDHASSE-NGAOZA, Assistant communication

Romarc BEKOUROU, Assistant communication

Comité international de la Croix-Rouge

Délégation du CICR en République Centrafricaine:

2579 Av. Benz-Vi. Bangui (République centrafricaine)

T +236 75.20.28.58, 70.80.97.59, 72.73.02.88 F +236 21.61.70.56

E-mail : BNG_Bangui@icrc.org

Sous délégation de PAOUA: Cité 200 Villas.

Paoua (République centrafricaine)

Tel +236 72.07.55.40 / +236 75.73.85.54 CSD - Tel +236 72.79.50.97

Sous délégation de KAGA-BANDORO :

Centre ville. Kaga Bandoro (République centrafricaine)

Tel +236 72.70.14.64 CSD - Tel +236 72.07.69.73

Sous délégation SUD-EST :

Av Benz-Vi. Bangui (République centrafricaine)

Tel +236 72.06.95.22 CSD (à BNG) - Tel +236 72.07.69.76

www.icrc.org

© CICR, avril 2011



ICRC delegation



ICRC sub-delegation



CICR

Photo de couverture: Katharina Ritz